

## RETURN BIDS TO:

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions  
- TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0A1 / Noyau 0A1

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

## Revision to a Request for a Standing Offer

## Révision à une demande d'offre à commandes

National Master Standing Offer (NMSO)

Offre à commandes principale et nationale (OCPN)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

## Comments - Commentaires

## Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

## Issuing Office - Bureau de distribution

Training and Specialized Services Division/Division de  
la formation et des services spécialisés  
11 Laurier St. / 11, rue Laurier  
10C1, Place du Portage  
Gatineau, Québec K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> LEARNING SERVICES		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> E60ZH-070003/C		<b>Date</b> 2012-04-17
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> E60ZH-070003		<b>Amendment No. - N° modif.</b> 011
<b>File No. - N° de dossier</b> 103zh.E60ZH-070003	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$Z\$H-103-23758		
<b>Date of Original Request for Standing Offer</b> Date de la demande de l'offre à commandes originale		2012-02-22
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2012-04-30</b>		<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Henry, Matthew		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 103zh
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 956-6440 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 956-2675	
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>		
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>		
<b>Security - Sécurité</b> This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Acknowledgement copy required</b> <b>Accusé de réception requis</b>	<b>Yes - Oui</b> <input type="checkbox"/>	<b>No - Non</b> <input type="checkbox"/>
<b>The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer.</b> <b>Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.</b>		
<b>Signature</b>	<b>Date</b>	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
<b>For the Minister - Pour le Ministre</b>		

**Conformément à l'article 3, Demandes de renseignements – en période de soumission, dans la partie 2, les questions ci-dessous et les réponses correspondantes sont transmises à tous les soumissionnaires.**

---

## SECTION A – QUESTIONS ET RÉPONSES

---

### Question 100

Veillez vous reporter à la réponse 17 de la modification 6, où l'on demande aux soumissionnaires de supprimer l'annexe B, Listes de vérification génériques des exigences relatives à la sécurité, et de la remplacer par une nouvelle pièce jointe B, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité.

Pour « justifier la modification », on mentionne que des listes de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) préapprouvées supplémentaires seront fournies à une date ultérieure.

Lors de la préparation des soumissions, il est difficile de déterminer le parrainage requis pour chaque niveau de sécurité en réponse au point 2.A de la pièce jointe G, Modèle de réponse concernant les attestations, puisque nous ne savons pas en quoi consistent les LVERS communes pour les services professionnels (SP) (si ce n'est la LVERS n° 6).

Veillez informer les soumissionnaires du moment où vous prévoyez leur fournir cette nouvelle pièce jointe.

### Réponse 100

TPSGC ne prévoit pas joindre de manière spécifique ces LVERS à cette demande de soumissions ni aux arrangements en matière d'approvisionnement (AMA) ou aux offres à commandes (OC) qui en découleront, puisqu'on prévoit qu'il y aura 31 LVERS communes préapprouvées. Ces listes devraient être affichées sur un site Web de TPSGC. Toutefois, il nous est impossible de vous préciser à quelle date. Les soumissionnaires peuvent s'attendre à diverses LVERS portant sur des niveaux de sécurité différents, les marchandises contrôlées et d'autres combinaisons de mesures de protection (p. ex. concernant les fonds de renseignements). Ces LVERS communes préapprouvées pour les services professionnels sont conçues pour être appliquées à diverses méthodes d'approvisionnement, notamment les services professionnels en informatique, les services de ressources humaines, les services de soutien à la vérification, les services d'entretien et les services techniques ainsi que les services d'apprentissage (élaboration et prestation de formation).

### Question 101

Réf. : Offre financière, tarif tout compris et dépenses de déplacement. J'ai lu votre réponse à la question 86 et l'annexe E. Veuillez expliquer plus clairement comment calculer les taux tout compris. Par exemple, quelle est la définition d'« emplacement de travail » et de « zone nationale »? Si j'indique un taux pour la zone nationale, est-ce qu'il s'applique à toutes les régions du Canada? Si je prévois fournir des services partout au pays, dois-je indiquer différents taux selon les régions?

Mon entreprise est établie au centre-ville de Toronto. Si je désire offrir des services dans la région de l'Atlantique, par exemple, dois-je proposer un taux qui comprend les dépenses de déplacement et de subsistance pour cette région?

**Réponse 101**

À l'annexe E, Base de paiement (offre à commandes seulement), on indique quand le Canada paiera les dépenses de déplacement et de subsistance selon trois scénarios différents (dans la zone nationale, en région métropolitaine et en région).

La zone nationale concerne les besoins où le client ne se préoccupe pas de la proximité des installations de l'entrepreneur par rapport à ses propres installations. Généralement, la zone nationale devrait s'appliquer aux besoins où les travaux peuvent être menés à l'emplacement de l'entrepreneur.

Les soumissionnaires qui souhaitent fournir des services partout au pays devraient aussi envisager de fournir un taux pour les régions métropolitaines et les autres régions, puisqu'un client qui prend en considération la proximité des installations de l'entrepreneur par rapport aux siennes peut choisir d'indiquer l'une de ces régions.

Un emplacement de travail peut se trouver dans les installations du gouvernement du Canada, celles de l'entrepreneur ou celles d'un tiers. Les emplacements de travail seront indiqués dans les formulaires de confirmation de la disponibilité.

Les clients doivent indiquer soit la zone nationale, l'une des régions ou l'une des régions métropolitaines, afin d'établir une liste relative au droit de premier refus. Pour obtenir plus de renseignements, veuillez vous reporter à l'article 7c, Production de la liste relative au droit de premier refus pour leur besoin, dans l'élément II, Offre à commandes et clauses du contrat subséquent.

**Question 102**

Voici les références concernant les questions ci-dessous :

1. Élément II, A (remplacé par la partie 6A; modifié à la réponse 18), article 2, Exigences relatives à la sécurité, p. 87 de 151 : Nécessité pour l'offrant de détenir au minimum, pendant l'exécution de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC).
2. Question 1 et réponse 1 : « Les soumissions présentées par les soumissionnaires qui n'ont pas obtenu leur attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) de la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DISC) à la date d'émission par l'autorité responsable d'une offre à commandes découlant de la présente demande de soumissions seront considérées comme non conformes aux exigences de la présente demande de soumissions en vue de l'émission d'une offre à commandes. »
3. Réponse 19 : « Si une organisation ne détient pas l'attestation de VOD appropriée au moment de l'attribution de l'offre à commandes, elle sera considérée comme non admissible à une offre à commandes. »
4. Réponse 22 : « À la demande d'un soumissionnaire, le responsable de l'OC ou de l'AMA enverra un formulaire de parrainage à la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de TPSGC. La Direction communiquera par la suite avec le soumissionnaire. Vous trouverez plus d'information sur le sujet à l'adresse suivante : <http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/questions/esosp-psos-fra.html> ».
5. Question 42 et réponse 42 : « Oui, TPSGC peut parrainer un fournisseur pour qu'il obtienne une attestation de vérification d'organisation désignée. Pour ce faire, votre entreprise doit envoyer une demande de parrainage par courriel à l'attention du responsable de l'offre à commandes ou de l'arrangement en matière

- d'approvisionnement précisé à l'élément II – Offre à commandes et clauses du contrat subséquent, clause 5.1, Responsable de l'offre à commandes. »
6. Réponse 58 : « Si vous ne satisfaites pas aux exigences relatives à la sécurité énoncées à la partie 6A, Offre à commandes, et à la partie 7A, Arrangement en matière d'approvisionnement, TPSGC entamera le processus de parrainage sur demande. Cette demande peut être faite au moment de l'invitation à soumissionner ou au cours de la période de soumission. »
  7. Modèle de réponse concernant les attestations, OC et AMA pour les services d'apprentissage (E) (A006).xls, onglet Pièce jointe G, article 2.A, lignes 10 à 27 : Liste des 31 LVERS à cocher.
  8. Modèle de réponse concernant les attestations, OC et AMA pour les services d'apprentissage (E) (A006).xls, onglet Pièce jointe G, cellule A29 : « Nota : La demande de parrainage relative aux exigences de sécurité susmentionnées ne sera soumise à la DSIC qu'au moment de l'attribution d'un arrangement en matière d'approvisionnement à l'offrant . »
  9. Demande de renseignements pour le renouvellement du programme d'atelier Le gros bon \$ens, page 6, article C3.0 : Sécurité « On prévoit que l'exigence minimale en matière de sécurité sera de niveau SECRET. »

En lisant la réponse à la question 52, nous comprenons comment faire une demande de parrainage pour obtenir une attestation de VOD. Toutefois, nous ne savons pas ce qu'il faut demander sur la feuille de calcul (voir le point 7 ci-dessus) puisqu'aucun membre de notre coentreprise ne possède pour le moment une telle attestation. Selon le point 9 ci-dessus, si nous présentons une soumission en réponse à une future demande d'offre à commandes pour le renouvellement du programme d'atelier Le gros bon \$ens, nous devons avoir une attestation au niveau SECRET. Selon la réponse 1 et la réponse 19, un soumissionnaire qui ne possède pas d'attestation de sécurité valable ne sera pas retenu, mais à la réponse 8, il est indiqué que le processus de parrainage pour l'obtention d'une attestation de sécurité débutera seulement APRÈS l'attribution d'une OC. Cela semble en contradiction avec le fait que l'attestation de sécurité doit être obtenue AVANT de présenter une soumission pour une OC.

## Réponse 102

Conformément à l'article 3, Exigences relatives à sécurité, à la partie 4 de l'élément I, les soumissionnaires doivent détenir une attestation de sécurité d'organisme valable, comme il est indiqué à la partie 6A, Offre à commandes, et à la partie 7A, Arrangement en matière d'approvisionnement, avant l'émission d'une offre à commandes ou d'un arrangement en matière d'approvisionnement. De plus, une demande de parrainage en vue de l'obtention d'une attestation de sécurité peut être faite au moment de la présentation d'une soumission ou en tout temps avant ou après la date de clôture des soumissions.

Les changements indiqués dans les réponses 18 et 19, dans le cadre de la modification n° 006, concernent les clauses sur les exigences relatives à la sécurité, qui feront partie des offres à commandes ou des arrangements en matière d'approvisionnement découlant de cette demande de soumissions.

Dans le cas où une soumission est présentée par une coentreprise, chaque membre de la coentreprise doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité pour que ce soumissionnaire devienne titulaire d'une offre à commandes ou d'un arrangement en matière d'approvisionnement.

La demande d'information concernant le renouvellement du programme d'atelier Le gros bon \$ens (Invitation n° 23572-120839/A) est un processus distinct. Toute question concernant ce besoin doit être adressée à l'autorité contractante responsable.

---

**TOUTES LES AUTRES CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.**

---

**AVIS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

Toutes les soumissions qui ont déjà été déposées peuvent être modifiées avant la date de clôture des soumissions indiquée à la page 1 de la demande de propositions (DP). Toute correspondance relative à une modification doit être envoyée au Module de réception des soumissions, à l'adresse indiquée dans la DP, et le numéro de l'invitation à soumissionner et la date de clôture des soumissions doivent figurer sur l'enveloppe.